

Grenoble, le 22.01.2026

Objet : A Grenoble, sans les plus précaires, pas de démocratie locale

Madame la candidate, monsieur le candidat,

Nous sommes celles et ceux que la République ne considère pas. Invisibilisés, stigmatisés, souvent réduits à des chiffres, nous vivons chaque jour les conséquences d'un système qui parle d'égalité tout en organisant l'exclusion faute de volonté politique. Anciennes et anciens de l'Aide Sociale à l'Enfance et personnes sans-abris, nous avons choisi, avec le projet Voix de la Rue porté par Les Oubliés de la République pour les municipales de 2026, de reprendre la parole pour que nos réalités deviennent des priorités politiques. À travers des ateliers citoyens dans plusieurs villes de France, ce projet permet aux personnes concernées de porter leurs revendications auprès des candidates et candidats.

À Grenoble, nous voulons un logement qui permette de vivre, pas seulement de survivre. Beaucoup d'entre nous ont grandi dans des lieux imposés, sans intimité, sans choix, sans clé. Ce que nous réclamons, c'est un lieu à soi, avec une porte qui se ferme, la possibilité de s'approprier son espace. Nous demandons des solutions de logement pérennes pour les jeunes sortant de l'Aide Sociale à l'Enfance et pour toutes celles et ceux qui n'ont aucune stabilité, avec un accompagnement vers l'autonomie. Le logement doit être un droit réel.

Dans notre ville, l'accès aux droits dépend trop souvent de la maîtrise du numérique ou de l'existence de bons contacts. Or, beaucoup d'entre nous ne savent pas lire un plan de bus, naviguer sur les sites administratifs ou disposent difficilement d'un téléphone ou d'un ordinateur. Nous demandons des lieux d'accueil accessibles sans rendez-vous, de la médiation numérique dans chaque quartier et une information claire et compréhensible pour toutes et tous. Un droit qui ne peut pas être exercé n'en est pas un.

Souvent, c'est une rencontre qui nous permet d'avancer. La reconnaissance d'un ou une professeure, d'un ou une éducatrice change la confiance que l'on a en soi. Nous demandons que Grenoble soutienne les professionnels qui accompagnent les parcours de vie, en renforçant leurs effectifs et leurs moyens, et que les associations locales puissent poursuivre leur action de lien social.

Certaines et certains d'entre nous sont arrivés mineurs en France, sans famille, et se retrouvent à la rue parce que notre minorité est contestée. Tant qu'elle n'est pas reconnue, aucune prise en charge : nous dormons dehors ou dans des squats, sans possibilité d'aller à l'école ou de suivre une formation. Vivre dehors, c'est l'insécurité permanente : violences, vols, trafics. Pourtant, nous habitons Grenoble. Notre première revendication est simple : être mis à l'abri. Nous demandons que la Ville soutienne les associations qui assurent ce que l'État et le Département ne font pas : repas, accueil, démarches, français, soins, douches, lien social. Aucun jeune ne devrait dormir dehors parce qu'une administration doute de son âge. Nous demandons l'application du droit commun pour tout enfant, sans tests osseux ni évaluations abusives.

Enfin, nous savons que l'isolement empêche d'agir. Beaucoup d'organismes pensent qu'une affiche suffit pour que les gens viennent, alors que sans liens ni repères, on ne reçoit aucune information. Pour que les droits existent vraiment, la Ville doit aller vers les personnes, informer dans les lieux où nous vivons et mieux repérer celles et ceux qui n'ont accès à rien.

Nous habitons Grenoble. Nous voulons être pleinement associés aux décisions qui nous concernent. Nous ne cherchons pas la compassion : nous exigeons la considération. Nos voix comptent, nos vies aussi.


**Membres du Forum de Grenoble
des Oubliés de la République**



Les Oubliés de la République

+33 6 64 36 61 09

 arnaud@oubliesrepublique.fr

 En savoir plus : www.oubliesrepublique.fr